**Règlement intérieur
du Fonds pour lʼamélioration
de la qualité de service**

(Projet)

**Table des matières** Page

**Avant-propos** 4

**Définitions** 4

**Chapitre I – Objectifs et structure du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service** 4

Article premier – Objectifs du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service 4

Article 2 – Structure du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service 5

**Chapitre II – Conseil du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service** 5

Article 3 – Structure du Conseil 5

Article 4 – Rôle et responsabilités du Conseil 5

Article 5 – Réunions du Conseil 6

Article 6 – Règles de vote 6

Article 7 – Élection des membres du Conseil 6

Article 8 – Président et Vice-Président 7

Article 9 – Démission et remplacement des membres du Conseil 8

**Chapitre III – Projets du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service** 8

Article 10 – Types de projets du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service 8

Article 11 – Soumission de projets du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service 8
et établissement des priorités pour les projets du fonds commun 10

Article 12 – Mesures correctives 10

Article 13 – Recours 10

**Chapitre IV – Secrétariat et langues** 10

Article 14 – Secrétariat 10

Article 15 – Langues 10

**Chapitre V – Finances** 11

Article 16 – Dispositions financières générales 11

Article 17 – Budget et financement 11

Article 18 – Gestion des fonds pour les projets du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service 12

Article 19 – Transfert des fonds inutilisés 12

Article 20 – Dettes arriérées 13

**Chapitre VI – Dispositions finales** 13

Article 21 – Durée et dissolution du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service 13

Article 22 – Entrée en vigueur 13

**Annexes (le cas échéant)**

**Avant-propos**

1. Le Fonds pour l’amélioration de la qualité de service (ci-après «FAQS») fonctionne sous la supervi­sion du Conseil d’exploitation postale (ci-après «CEP»). Le FAQS n'a pas de personnalité juridique propre.

2. À l’origine, le Congrès de Beijing 1999 a approuvé le système de frais terminaux composant le FAQS. Ce dispositif a été par la suite maintenu et actualisé par le Congrès de Bucarest 2004, le 24e Congrès, tenu à Genève en 2008, le Congrès de Doha 2012 et le Congrès dʼIstanbul 2016.

3. Dans le cadre de ses activités, le FAQS doit garantir le respect des Actes de l’Union ainsi que des décisions pertinentes prises par les organes de l’UPU.

4. Le Règlement intérieur du CEP est applicable par analogie au FAQS pour tous les cas non expressé­ment visés dans le présent Règlement intérieur.

5. À la date d'approbation du Règlement intérieur, les activités du FAQS (dont la classification des Pays-membres de l’UPU en tant que pays contributeurs ou pays bénéficiaires) trouvent leur principal fondement juridique dans les décisions y relatives du Congrès, notamment les résolutions C 7/2016 et C 9/2016 du Congrès d’Istanbul.

**Projet de Règlement intérieur du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service de lʼUPU**

**Définitions**

1. Aux fins du Règlement intérieur, les expressions ci-après sont définies comme suit:

1.1 Pays bénéficiaire: tout Pays-membre de l’UPU bénéficiant du FAQS (y compris ses opérateurs dési­gnés, en leur qualité d’entités bénéficiaires potentielles), d'après la classification des pays figurant dans la Convention postale universelle et la résolution du Congrès y afférente[[1]](#footnote-2).

1.2 Conseil: Conseil fiduciaire, organe dirigeant du FAQS, tel que défini plus en détail aux chapitres I et II du Règlement intérieur.

1.3 Fonds commun: modalité du FAQS établie conformément à la Convention postale universelle et défi­nie plus en détail au chapitre III du Règlement intérieur.

1.4 Pays contributeur: tout Pays-membre de l’UPU contribuant au FAQS (y compris ses opérateurs dési­gnés, en leur qualité d’entités contributrices potentielles), d'après la classification des pays figurant dans la Convention postale universelle et la résolution du Congrès y afférente.

1.5 Bureau international: Bureau international de l’UPU, en sa qualité de secrétariat du FAQS, tel que défini plus en détail dans le chapitre IV du Règlement intérieur.

1.6 Fournisseur: fournisseur de biens ou prestataire de services dans le cadre d’un projet approuvé.

1.7 Membre de l’UPU en règle: Pays-membre de l’UPU qui s’est régulièrement acquitté du paiement de ses parts contributives et qui n’a donc pas d’arriérés de contributions obligatoires, hors intérêts égaux ou supérieurs à la somme des contributions qui lui ont été facturées pour les deux exercices financiers précédents, ou qui a conclu un plan d’amortissement pour ses comptes arriérés.

**Chapitre I – Objectifs et structure du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service**

Article premier

Objectifs du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service

1. Selon les dispositions pertinentes des Actes de l’Union et les décisions des organes directeurs de l’Union, le but du FAQS est d’améliorer de manière quantifiable la qualité de service, les points faibles et la viabilité du réseau postal mondial de l’UPU. À cet égard, les objectifs du FAQS sont d’offrir, pendant une période de transition, une plate-forme de financement (qui comprend le fonds commun) pour le développe­ment et la mise en œuvre de projets nationaux, régionaux et mondiaux concernant les services postaux internationaux définis et régis par les Actes de l’Union, visant en particulier l’amélioration de la qualité de service de la chaîne logistique postale, notamment par le développement des flux de courrier arrivant et par­tant, en visant davantage les infrastructures transfrontalières liées au commerce électronique ainsi que d'autres éléments de la chaîne logistique postale, dans l’intérêt des pays bénéficiaires et de leurs opérateurs désignés.

Article 2

Structure du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service

1. Le FAQS est dirigé par un Conseil dûment élu par le CEP.

2. Le Conseil est la structure formelle officielle responsable de la coordination et de la gestion interne des activités du FAQS, appuyé en cela par le Bureau international. Le Conseil rend compte au CEP et est chargé des attributions visées dans le présent Règlement intérieur.

**Chapitre II – Conseil du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service**

Article 3

Structure du Conseil

1. En tant qu’organe dirigeant responsable de la réalisation des objectifs du FAQS, le Conseil est com­posé de 11 représentants de Pays-membres de l’UPU (ci-après les «membres du Conseil»), dont un Président et un Vice-Président élus conformément aux procédures visées à l’article 6 du présent Règlement intérieur.

Article 4

Rôle et responsabilités du Conseil

1. Le Conseil peut gérer et administrer le FAQS et les affaires de ce dernier à son entière et absolue dis­crétion. Il dispose, notamment, des pouvoirs suivants:

* 1. Agir en tant qu’organe chargé d’administrer et de gérer les affaires du FAQS conformément aux déci­sions y relatives des organes directeurs de l’UPU, du Règlement général de l’UPU et du Règlement financier de l’UPU.
	2. Placer les fonds du FAQS et gérer les placements du FAQS.
	3. Rendre des décisions sur les propositions de projets soumises au FAQS.

1.4 Autoriser le décaissement des fonds requis pour l’exécution d’un projet.

1.5 Contrôler la bonne réalisation des projets et assurer le suivi de tous les projets afin de veiller à la confor­mité des résultats obtenus aux objectifs du projet en termes d’amélioration de la qualité de ser­vice.

1.6 Ordonner l’audit de projets du FAQS à n’importe quel stade de leur mise en œuvre.

1.7 Décider de l’évaluation des projets terminés.

1.8 Prendre à l’égard des projets les mesures correctives qui s’imposent en tenant dûment compte de tou­tes les circonstances.

1.9 Recourir aux services de conseil ou consulter des prestataires de services professionnels, notamment d’avocats, de comptables, de banques ou d’autres établissements financiers, pour les besoins de la gestion et de l’administration du FAQS, sous réserve des règles applicables de passation de marchés de l’UPU. Le recours à de tels prestataires ne décharge pas les membres du Conseil de leur respon­sabilité de décider de toutes les questions relatives au FAQS ou le concernant.

1.10 Préparer et présenter des rapports sur les activités du FAQS au CEP, notamment les rapports sur la mise en œuvre, la réalisation et l’impact des projets du fonds commun.

1.11 Produire un Manuel de gestion des projets et un Manuel de gestion financière, avec leurs mises à jour, leurs modifications et adaptations, à soumettre et présenter au CEP pour appro­bation.

1.12 Recommander au CEP l’adoption des modifications au présent Règlement intérieur ou à tout autre document d’orientation approuvé par le CEP concernant le fonctionnement du FAQS ou la gestion des projets du FAQS, notamment le Manuel de gestion des projets.

2. Interprétation: toute interprétation fondée et justifiée des présentes dispositions et faite de bonne foi par les membres du Conseil est irrévocable, sans appel et contraignante pour toutes les parties.

Article 5

Réunions du Conseil

1. Le quorum pour la tenue des réunions du Conseil (ci-après les «réunions du Conseil») est fixé à six membres du Conseil. Les membres du Conseil qui participent aux réunions par le biais de dispositifs de télé­conférence Web/vidéo/audio sont aussi considérés comme présents aux fins de la détermination du quorum et du vote, à condition que les moyens techniques nécessaires permettent de garantir leur participation.

2. Les réunions du Conseil se tiennent jusqu’à quatre fois par an. Au moins deux de ces réunions sont organisées durant les sessions semestrielles du Conseil d’administration (ci-après «CA») et du CEP.

3. La participation aux réunions du Conseil est limitée aux membres du Conseil. La participation des observateurs est régie par le Règlement intérieur du CEP.

Article 6

Règles de vote

1. Seuls les membres du Conseil ont le droit de vote.

2. Sans préjudice des dispositions relatives aux vacances établies à l’article 9, un membre du Conseil peut demander à un autre membre du Conseil de le représenter par procuration pendant les réunions du Conseil. Un membre du Conseil est réputé représenté s’il a informé le Bureau international par écrit de la procuration donnée à un autre membre du Conseil dont la présence à la réunion en question a été confirmée et qui a fait part par écrit au membre du Conseil absent et au Bureau international de son acceptation de la procuration. Le membre du Conseil qui représente l’autre par procuration doit faire entendre toutes les voix du membre du Conseil absent. Toutefois, un membre du Conseil ne peut pas représenter par procuration plus d'un autre membre du Conseil par réunion du Conseil.

3.Sous réserve des exigences de quorum pour les réunions du Conseil énoncées à l’article 5, toutes les questions portées à l’attention du Conseil, à l’exception de l’établissement des principes de placement, sont proposées puis décidées à la majorité simple des membres du Conseil présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. L’établissement des principes de placement est décidé à la majo­rité des deux tiers des membres du Conseil présents.

Article 7

Élection des membres du Conseil

1. Les membres du Conseil sont élus par le CEP pour un mandat de trois ans renouvelable. Ils peuvent être réélus. Le mandat d’un membre du Conseil commence au mois de juillet qui suit l’élection. La composi­tion du Conseil est renouvelée chaque année sur la base d’un système 5-3-3, et ce à partir de 2018 (cinq membres du Conseil à élire en 2018, trois en 2019, trois en 2020 et ainsi de suite). Le membre du Conseil dont le pays cesse d’être en règle vis-à-vis de l’UPU perd immédiatement sa qualité de membre du Conseil.

2. Les membres du Conseil sont élus selon les critères et la répartition géographique indiqués ci-après:

* 1. Six membres du Conseil doivent représenter les pays contributeurs et cinq les pays bénéficiaires.
	2. Les membres du Conseil représentant les pays contributeurs sont élus comme suit: deux doivent être élus parmi les pays de l’Europe de l’Ouest, un parmi les pays de l’Europe de l’Est et d’Asie du Nord, un parmi les pays de l’hémisphère occidental et deux parmi les pays de l’Asie du Sud et de l’Océanie.
	3. Les membres du Conseil représentant les pays bénéficiaires sont élus comme suit: deux doivent être élus parmi les pays d’Afrique, un parmi les pays de l’Europe de l’Est et d’Asie du Nord, un parmi les pays de l’hémisphère occi­dental et un parmi les pays de l’Asie du Sud et de l’Océanie.
	4. Un Pays-membre de l’UPU ne peut pas présenter de candidat au mandat de membre du Conseil à la fois en tant que pays contributeur et pays bénéficiaire.

3. En cas d’égalité du nombre de voix obtenues, les pays sont, au besoin, départagés par un second tour de scrutin. Si le second tour ne parvient pas à départager les pays, le Président du CEP procède à un tirage au sort pour trancher. Tous les membres en règle de l’UPU peuvent être candidats.

4. Chaque membre du Conseil élu doit:

4.1 désigner un représentant pour toutes les questions relatives au FAQS;

4.2 notifier le nom de son représentant par écrit au Bureau international;

4.3 garantir que ledit représentant:

4.3.1 peut se rendre suffisamment disponible pour exercer ses fonctions au sein du Conseil, notamment en ce qui concerne les déplacements nécessaires pour participer aux réunions, et dispose d’une connais­sance technique suffisante sur toutes les questions liées aux activités du FAQS;

4.3.2 est dûment autorisé à représenter le membre du concerné (cette autorisation vaut pour toute la durée du mandat dudit membre du Conseil);

4.3.3 peut démontrer qu’il dispose des compétences et de l’expérience professionnelles requises pour rem­plir correctement les fonctions exigées de lui au sein du Conseil.

Article 8

Président et Vice-Président

1. Le Conseil doit élire un Président et un Vice-Président parmi les membres du Conseil pour un mandat d’un an renouvelable une fois seulement.

2. La vice-présidence est assurée par un membre du Conseil élu et originaire d’un Pays-membre de l’UPU issu d’un groupe distinct de celui du Président (p. ex. lorsque le Président est originaire d’un pays contributeur, le Vice-Président est issu d’un pays bénéficiaire, et vice versa).

3. Le Président doit convoquer et présider les réunions du Conseil. Il est également responsable d’une manière générale des travaux et activités du FAQS ainsi que de la préparation d’un ordre du jour provisoire pour chaque réunion du Conseil, en concertation avec le Directeur général du Bureau international. Le Président se charge également de présenter le rapport du FAQS au CEP. Il doit transmettre les décisions du Conseil au Bureau international en vue de leur exécution et/ou pour toute assistance.

4. Le Vice-Président agit en qualité de Président aux réunions du Conseil auxquelles le Président ne peut participer. En cas d'absence simultanée du Président et du Vice-Président à une réunion spécifique, le Président est remplacé par un autre membre du Conseil (sélectionné par les autres membres du Conseil ou, en l’absence d'accord, par tirage au sort).

5. Le Vice-Président doit assister le Président dans la direction du Conseil. À cette fin, il doit entre autres être tenu au courant des questions concernant la préparation et la programmation des réunions du FAQS, suivre l’avancement des affaires confiées au FAQS et les coordonner.

Article 9

Démission et remplacement des membres du Conseil

1. Si un siège du Conseil se libère et que le reste du mandat du membre du Conseil concerné est supé­rieur ou égal à un an, le poste vacant doit être pourvu dès que possible pour le reste du mandat. Pour ce faire, une élection est organisée conformément aux procédures énoncées sous 2.

2. Une vacance intervient dans le cas où un membre du Conseil:

2.1 a soumis une lettre de démission;

2.2 déclare être dans l’impossibilité d’assurer ses fonctions;

2.3 n’a pas pu être représenté à trois réunions consécutives;

2.4 n’a plus le droit de désigner un nouveau représentant.

3. Sur demande du Président du FAQS, le Président du CEP pourvoit le poste vacant de façon tem­po­raire jusqu’au CEP suivant et conformément aux critères et modalités exposées à l’article 7. Lors du CEP suivant, des élections sont organisées conformément aux modalités prévues à l'article 7.

**Chapitre III – Projet du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service**

Article 10

Types de projets du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service

1. Les projets financés par le FAQS sont de deux types:

1.1 Les projets financés individuellement, dont l’objectif principal est d’appuyer la mise en œuvre de pro­jets visant à améliorer la qualité de service dans les pays bénéficiaires concernés. Ces projets sont eux-mêmes répartis en deux catégories:

1.1.1 Projets nationaux (un seul pays bénéficiaire).

1.1.2 Projets multinationaux (au moins deux pays bénéficiaires, de la même région ou de régions diffé­rentes).

1.2 Les projets du fonds commun, dont l’objectif principal est d’appuyer la mise en œuvre de projets natio­naux, régionaux et mondiaux visant à améliorer la qualité de service de Pays-membres de l’UPU clas­sés dans les groupes II, III et IV (tels que définis dans la résolution C 7/2016 du Congrès d’Istanbul) en vue de poursuivre le développement et l’amélioration de la qualité de service du réseau postal international, tel que défini plus en détail dans le présent chapitre.

Article 11

Soumission de projets du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service et établissement des priorités pour les projets du fonds commun

*1o Projets financés individuellement*

1. Le pays bénéficiaire soumet une proposition de projet conforme aux objectifs énoncés à l’article pre­mier, notamment en ce qui concerne la préparation des documents du projet à soumettre à l'approbation du Conseil. À cet égard, toutes les propositions de projet soumises doivent respecter les critères énoncés dans le Manuel de gestion des projets.

*2o Projets du fonds commun*

2. Le Bureau international soumet une proposition de projet conforme aux objectifs énoncés aux articles premier et 11, notamment en ce qui concerne la préparation des documents du projet à soumettre à l'appro­bation du Conseil. À cet égard, toutes les propositions de projet soumises doivent respecter les critères énoncés dans le Manuel de gestion des projets.

3. Le Conseil reconnaît que le CEP est chargé de l’examen et de l’approbation des éléments suivants:

3.1 Liste des programmes et sous-programmes pouvant être financés par le fonds commun.

3.2 Matrice des priorités des projets et critères d'établissement des priorités pour les projets du fonds commun.

3.3 Liste des propositions de projets du fonds commun et leur ordre de priorité, selon le système de clas­sement de la matrice des priorités des projets.

4. Comme l’a décidé le CEP, les domaines de mise en œuvre du fonds commun doivent être liés à la stratégie de l’Union pour le cycle du Congrès en question ainsi qu’au plan d'activités correspondant. Les pro­grammes stratégiques visés par le fonds commun doivent être identifiés sur la base du champ d'intervention du fonds commun afin d’en faire un instrument d'appui pour l’exécution du plan d'activités.

*3o Établissement des priorités pour les projets du fonds commun*

5. Les domaines de mise en œuvre couverts par le fonds commun doivent découler des priorités établies par le Congrès et reposer sur les résultats de l’exercice d'établissement des priorités réalisé par le Congrès. L’identification et la détermination du niveau de priorité des projets du fonds commun s’effectuent conformé­ment au présent article ainsi qu’aux procédures détaillées dans le Manuel de gestion des projets.

6. Il convient de consulter les organes du CEP responsables des programmes et sous-programmes prioritaires identifiés ci-devant en amont de la soumission des propositions de projets selon une procédure exposée en détail dans le Manuel de gestion des projets. Les résultats de cette consultation doivent être reportés sur la matrice des priorités des projets.

*4o Identification des futurs pays bénéficiaires autorisés à participer à des projets du fonds commun*

7. Une fois que le CEP a approuvé la matrice des priorités des projets entièrement complétée, le Bureau international se charge d’identifier les futurs pays bénéficiaires pouvant profiter d'un projet du fonds com­mun, conformément aux principes énoncés aux articles premier et 11 du présent Règlement intérieur et sous réserve de la signature formelle, par le pays bénéficiaire concerné, de la Déclaration d’engagement dans le projet du fonds commun, qui détaille la contribution du futur pays bénéficiaire au financement du projet en dehors de son champ d'application (coûts de suivi) ainsi que l’engagement du pays bénéficiaire à rembour­ser toutes les dépenses encourues s’il ne met pas le projet du fonds commun en œuvre ou s’en retire avant son achèvement. Tous les autres critères éventuels de participation à des projets du fonds commun sont définis dans le Manuel de gestion des projets.

*5o Rôle du Bureau international dans l'établissement des priorités pour les projets du fonds commun*

8. Dans le cadre de l’application de la procédure d’établissement des priorités, le Bureau international:

8.1 propose au CEP une liste des programmes et sous-programmes prioritaires pouvant être financés par le fonds commun;

8.2 élabore la matrice des priorités des projets, la complète avec les critères de priorité pour les projets du fonds commun en vue de son approbation par le CEP;

8.3 mène le processus de consultation auprès des organes du CEP mentionnés au § 6 du présent article;

8.4 applique la matrice des priorités des projets aux propositions de projets du fonds commun recueillies lors de la consultation;

8.5 établit la matrice des priorités des projets proposée ainsi que la liste des propositions de projets du fonds commun classées par ordre de priorité d’après l’évaluation calculée avec la matrice des priorités des projets, puis soumet ces éléments à l’examen et à l’approbation du CEP et met au point une pro­position de critères de participation des pays bénéficiaires à un projet du fonds commun;

8.6 informe tous les pays bénéficiaires qui satisfont ces critères qu’un projet du fonds commun est en cours d’élaboration;

8.7 indique aux pays bénéficiaires les critères nécessaires pour participer au projet du fonds commun ainsi que la date limite à laquelle ils peuvent demander d'y participer;

8.8 rédige la proposition de projet à l’aide de la formule de demande de projet du fonds commun et la sou­met dans les délais à l’examen du Conseil.

Article 12

Mesures correctives

1. Tout détournement des fonds du FAQS ou affectation de ceux-ci à des fins non approuvées par le Conseil peut faire l’objet de mesures correctives imposées par le Conseil, conformément aux procédures pertinentes définies dans le Manuel de gestion des projets.

Article 13

Recours

1. Conformément au Règlement intérieur du CEP, ce dernier examine les recours formés par les pays bénéficiaires concernant des propositions de projet en cas de désaccord entre le pays bénéficiaire et le Conseil.

**Chapitre IV – Secrétariat et langues**

Article 14

Secrétariat

1. Le secrétariat du FAQS est assuré par le Bureau international, agissant en qualité d’organe d’exécu­tion, d'appui, de liaison, d’information et de consultation, comme plus précisément détaillé dans le Manuel de gestion des projets. Il remplit notamment les fonctions ci-après (liste non exhaustive):

1.1 Réception et commentaire des propositions de projet destinées à l’examen du Conseil.

1.2 Enregistrement des propositions de projet et attribution des numéros de projets.

1.3 Administration et mise en œuvre des projets du fonds commun, conformément à la méthode visée à l’article 11.

1.4 Supervision de l’exécution et de la mise en œuvre des projets par l’intermédiaire des rapports y relatifs et, si nécessaire, orientation, en concertation avec le Conseil.

1.5 Clarification des propositions de projet et de la documentation correspondante envoyée par les parties concernées, le cas échéant.

1.6 Assistance au Conseil dans le contrôle des résultats obtenus dans les domaines faisant l’objet des projets, et information sur l’évolution des indicateurs de qualité, y compris après la conclusion des projets.

1.7 Contrôle du respect des délais de soumission des rapports liés aux projets et communication au Conseil d’un avis sur les rapports, en particulier les rapports finals.

1.8 Approbation des rapports initiaux et intermédiaires, si toutes les informations requises sont fournies.

1.9 Autorisation des demandes de paiement dans le cadre des projets du FAQS et aux conditions établies dans la notification d'approbation du projet ou toute notification ultérieure y relative.

1.10 Assistance du Conseil dans l’évaluation des projets, notamment en ce qui concerne l’évaluation des effets et des résultats du projet.

1.11 Réception et traitement des demandes de réexamen envoyées par les pays bénéficiaires à soumettre au CEP, conformément aux dispositions énoncées dans le présent Règlement intérieur.

* 1. Approbation des demandes de modification de projet autorisées par le Conseil.

Article 15

Langues

1. Les langues de travail du FAQS sont le français et l’anglais.

**Chapitre V – Finances**

Article 16

Dispositions financières générales

1. Le budget des activités du FAQS est géré conformément aux règles et principes financiers de l’UPU en vigueur (notamment le Règlement financier de l’UPU et les Règles de gestion financière de l’UPU).

2. Le Conseil de gestion est responsable de la gestion des finances du FAQS. Toutefois, le Directeur général du Bureau international est responsable de l’administration des finances du FAQS, conformément aux articles 127 du Règlement général de l’UPU et 4 du Règlement financier de l’UPU.

3. Lors de la mise en œuvre des décisions du Conseil, le Directeur général du Bureau international recherche une sécurité aussi large que possible, conformément aux dispositions de l’article 18 du Règle­ment financier de l’UPU, et applique des principes de sécurité des placements, tout en maintenant un niveau de risque acceptable correspondant à une stratégie d’investissement raisonnable, prudente et limitant les risques, notamment en ce qui concerne les besoins de liquidités.

4. États financiers et rapport du Vérificateur extérieur[[2]](#footnote-3): les états financiers vérifiés du FAQS (consolidés dans les états financiers vérifiés de l'Union) ainsi que le rapport du Vérificateur extérieur des comptes de l’Union sont examinés par le Conseil dans le cadre de ses attributions, puis soumis par le Bureau interna­tional au CA pour approbation à la fin de l’exercice financier.

Article 17

Budget et financement

1. Le Bureau international présente un projet de rapport de budget annuel sur les activités du FAQS validé par le Conseil et soumis à l’approbation du CA, au plus tard à la fin du mois précédant l’exercice bud­gétaire correspondant.

2. Conformément aux dispositions de l’article 33 du Règlement financier de l’UPU, les comptes du FAQS sont tenus en dollars des États-Unis. Tous les comptes, y compris les comptes débiteurs, créanciers et liés à des projets sont libellés dans cette devise.

3. Le Bureau international présente un rapport financier actualisé à chaque réunion du Conseil.

4. Le FAQS est financé selon les conditions énoncées dans les décisions et résolutions du Congrès en la matière, respectivement par les augmentations obligatoires des frais terminaux, les contributions volon­taires, les intérêts sur les placements ainsi que les intérêts sur les arriérés de contributions dues au FAQS.

5. Le FAQS est géré comme un système centralisé de placements rémunérés. Les intérêts sont répartis proportionnellement au solde annuel moyen des pays bénéficiaires et du fonds commun.

6. La facturation et les versements sont soumis à des procédures d’exploitation et à des informations de facturation exposées en détail dans le Manuel de gestion financière.

7. Dès qu’ils sont crédités, les fonds du FAQS sont alloués respectivement aux pays bénéficiaires et au fonds commun.

8. Les pays peuvent, à leur absolue discrétion, faire des dons ou effectuer des versements au FAQS. Les paiements peuvent être effectués au bénéfice de n’importe quel projet ou directement dans le fonds commun.

9. Un pays peut, à son entière et absolue discrétion, céder le bénéfice de ses droits, en tout ou partie, pour financer d'autres projets. L’utilisation de ces fonds est soumise aux procédures normales d’approbation des projets.

10. Tous les coûts et frais engagés pour la gestion et l’administration du FAQS sont couverts par les actifs du FAQS. Les membres du Conseil ne facturent pas de frais de déplacement ni de frais administratifs ou de gestion liés à la gestion ou à l’administration du FAQS.

11. Toutes les dépenses de gestion sont payées d'abord avec les intérêts sur les placements ou d'autres revenus d’investissements, puis avec le capital disponible des pays ou du fonds commun, au prorata du capital disponible.

12. Une allocation pouvant aller jusqu’à 12% des revenus annuels du fonds commun peut être réservée aux activités de préparation à la mise en œuvre des projets du fonds commun. Cette allocation peut être adaptée annuellement par le Conseil. Elle est strictement affectée aux activités de préparation à la mise en œuvre des projets du fonds commun, telles que (mais pas uniquement) les études de faisabilité, les études de marché, les études sur site, la définition de la portée des projets et la détermination des niveaux de pré­paration. L’approbation du Conseil est nécessaire pour les estimations de coût relatives à chaque projet du fond commun. Le déboursement des fonds issus de cette allocation doit être justifié par des pièces compta­bles validées et géré conformément au Règlement financier de l’Union.

Article 18

Gestion des fonds pour les projets du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service

1. Les fonds du FAQS sont débloqués:

* à partir de l’allocation décrite à l’article 17.2 pour les activités de préparation à la mise en œuvre;
* pour les propositions de projet, uniquement une fois que celles-ci ont reçu l’approbation incondition­nelle du Conseil.

2. Seules les dépenses liées à un projet dûment approuvé par le Conseil peuvent être facturées au FAQS. À cet égard, tous les coûts liés à la gestion des projets du fonds commun sont couverts par le fonds commun.

3. Tous les décaissements sont justifiés par des preuves documentaires dûment signées par les per­sonnes habilitées. Le contrôle des dépenses liées aux projets doit être exécuté d'après la procédure détail­lée dans le Manuel de gestion des projets.

4. Les décaissements sont effectués par le règlement direct des factures, par l’UPU, au pays bénéficiaire (sous réserve de certaines conditions décrites dans les documents du projet approuvé) ou, par délégation, en réglant les factures à un tiers.

Article 19

Transfert des fonds inutilisés

1. Tous les fonds cumulés durant les précédents cycles du Congrès (2001–2017) doivent rester sur les comptes spécifiques aux pays auxquels ils ont été alloués, et leur transfert au fonds commun n’est en aucun cas admissible.

2. Toutes les contributions cumulées par un pays bénéficiaire pendant le cycle 2018–2021 doivent être utilisées pour des projets du FAQS approuvés dans les deux ans à compter du dernier paiement des contri­butions se rapportant à cette période[[3]](#footnote-4). Tous les soldes restants après le 31 décembre 2026 seront transfé­rés au fonds commun.

3. Les pays bénéficiaires dont les avoirs du FAQS peuvent être transférés au fonds commun le
31 décembre 2026 en seront dûment informés par le Bureau international, selon les modalités exposées dans le Manuel de gestion des projets.

Article 20

Dettes arriérées

1. Les montants des factures non reçus par le Bureau international dans un délai de six semaines après leur envoi sont productifs d’intérêts, à raison de 6% par an, à compter du lendemain du jour d’expiration dudit délai. Par analogie avec l’article 146 du Règlement général de l’UPU, dans des circonstances excep­tionnelles, le Conseil peut proposer au CA de libérer un pays bénéficiaire de tout ou partie des intérêts dus par ledit pays dans le cadre d'un projet approuvé.

2. Les sommes dues au FAQS par les pays contributeurs ayant également le statut de pays bénéfi­ciaires et non acquittées sont automatiquement déduites de leurs avoirs auprès du FAQS.

3. Les pays contributeurs ne disposant pas d’avoirs FAQS en propre et qui ne paient pas les sommes qu’ils doivent au FAQS ne pourront plus bénéficier des projets du fonds commun.

4. Les pays contributeurs qui ne sont pas bénéficiaires des projets du fonds commun et qui ne paient pas les sommes qu’ils doivent au FAQS (et qui ne sont donc plus en règle) sont traités conformément à l’article 7.1 du présent Règlement intérieur.

**Chapitre VI – Dispositions finales**

Article 21

Durée et dissolution du Fonds pour lʼamélioration de la qualité de service

1. Conformément à la résolution C 9/2016 du Congrès dʼIstanbul, la date de dissolution du FAQS est fixée au 31 décembre 2028.

2. Sauf décision contraire des futurs Congrès, le FAQS sera dissout, ses affaires irrévocablement liqui­dées et son capital et ses produits à recevoir décaissés, au profit des parties y ayant droit (pays bénéfi­ciaires, pays contributeurs ou l’UPU), le 31 décembre 2028, conformément aux dispositions des présents articles, ou selon décision du Congrès.

3. Les soldes créditeurs restants, que ce soit dans le fonds commun ou sur des comptes bénéficiaires individuels, sont versés sur le compte de coopération technique de l’UPU, en francs suisses, pour les projets dont les objectifs sont conformes à ceux exposés dans le présent Règlement intérieur.

Article 22

Entrée en vigueur

1. Le présent Règlement intérieur entre en vigueur sur approbation du CEP avec effet au 1er janvier 2018, sans préjudice de l’approbation ultérieure du CA dans le cadre de ses compétences, confor­mément aux dispositions y relatives du Règlement général de l’UPU.

1. Classification des pays et des territoires selon la résolution C 7/2016 du Congrès d’Istanbul. [↑](#footnote-ref-2)
2. Cet article est entré en vigueur, avec effet rétroactif, au 1er janvier 2011, suite à l’adoption des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) (CEP 2011.1–Doc 13a.Add 2). [↑](#footnote-ref-3)
3. Autrement dit, selon le cycle comptable des frais terminaux, le dernier versement pour l’année de référence 2021 est reçu, en principe, au milieu de 2024. Les bénéficiaires ont de juillet 2024 au 31 décembre 2026 pour soumettre des pro­positions de projets à l’approbation du Conseil s’ils veulent empêcher que ces fonds ne deviennent transférables au fonds commun. [↑](#footnote-ref-4)